

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°2024-129T

Objet : Règlement temporaire de circulation pour mise en place d'une grue pour la pose d'un poste énergie,
Rue de la Gavellerie à MONTS

Le Maire de la Commune de MONTS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2212-4, L.2213-1, et L.2213-2 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.113-2 et R.116-2 ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8e partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifié le 31 juillet 2002 ;

Vu l'arrêté municipal n°2006.81A du 30 octobre 2006 portant règlement de voirie ;

Vu l'arrêté municipal n°2024-121T du 15 juillet 2024 portant règlement temporaire de circulation pour mise en place d'une grue pour la pose d'un poste énergie, le 02 août 2024, rue de la Gavellerie à MONTS au profit de la société MCM Levage Groupe AUTAA ;

Vu la demande reçue le 02/08/2024 par la société MCM Levage Groupe AUTAA, concernant une autorisation d'occupation du domaine public pour la mise en place d'une grue pour la pose d'un poste énergie ;

Considérant que la précédente autorisation n'a pas pu être mise en œuvre ;

Considérant que cette autorisation nécessite une réglementation de la circulation ;

Considérant que cette réglementation pourra être appliquée sans inconvénient majeur pour la circulation ;

ARRÊTE

Article 1

Le mercredi 28 aout 2024,

La société MCM Levage Groupe AUTAA est autorisée à occuper le domaine public rue de laGavellerie à MONTS pour la mise en place d'une grue pour la pose d'un poste énergie :

Le demandeur diffusera une information aux riverains (compris affichage sur place) au moins 8 jours avant le début des travaux.

Le demandeur mettra en place une signalisation efficace compris pré signalisation de travaux, déviation et route barrée. Plan de la déviation en annexe.

Article 2

Immédiatement après l'occupation du domaine public, le pétitionnaire est tenu d'enlever tous les décombres et matériaux, de réparer tous dommages et de rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances, ainsi que de remettre les marquages routiers dans leur état, **compris reprise immédiate des enrobés** (en cas de difficultés d'approvisionnement d'enrobé à chaud, la réparation sera faite provisoirement en enrober à froid jusqu'à la complète réparation).

Article 3

Cette réglementation fera l'objet de l'affichage du présent arrêté sur place. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais du demandeur (de jour comme de nuit), sous le contrôle des Services Techniques de la Mairie de MONTS, et maintenue en place jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.

Article 4

Le demandeur prendra toutes les dispositions matérielles nécessaires pour permettre aux riverains d'accéder à leur domicile, restera responsable de tout accident pouvant survenir à l'occasion des travaux en cause, et supportera les frais éventuels de remise en état des voies dégradées par la circulation.

Article 5

Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents ou fonctionnaires dûment assermentés et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Monts est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à :

- Monsieur le chef de Corps des Sapeur-Pompiers du Val du Lys,
- CCTVI, service de la collecte des ordures ménagère et service environnement,
- Centre de distribution de La Poste de Sorigny,
- Madame le Lieutenant de la Brigade de Gendarmerie de MONTBAZON,

Pour attribution, société MCM Levage Groupe AUTAA

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et son affichage partout où cela sera nécessaire.

Monts, le 8 aout 2024

**Pour Le Maire empêché,
La Première Adjointe,**

Guyène BIGOT



